

Public

Annex 2.12

AMNISTIE INTERNATIONALE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

AI Index: AFR 31/002/2002 (Document Publique)

Nr du Service de Presse : 172

30 septembre 2002

Cote D'Ivoire: Tout reglement de la crise doit passer par le respect des droits humains par toutes les parties au conflit

Au lendemain de la réunion des 15 Etats membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui s'est tenue à Accra au Ghana, le 29 septembre 2002, Amnesty International prend acte de la décision de tous les gouvernements de la sous-région de trouver une solution négociée au soulèvement de certains militaires en Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre dernier.

« Tout règlement de cette crise doit comporter comme élément essentiel le respect par toutes les parties au conflit des droits humains et notamment l'arrêt des exécutions sommaires, des arrestations arbitraires, des pillages dont ont été particulièrement victimes les populations étrangères ou des Ivoiriens originaires du nord du pays ainsi que des enlèvements de personnes par les mutins. »

Dès le début de la crise, Amnesty International, tout en reconnaissant aux autorités ivoiriennes le droit de rétablir l'ordre public menacé, s'est publiquement fait l'écho de préoccupations concernant les conditions dans lesquelles ont été tués le ministre de l'Intérieur, Emile Boga Dodou ainsi que le général Robert Gueï, ancien chef de l'Etat, son épouse, son aide camp, Fabien Coulibaly ainsi qu'une quinzaine d'autres personnes vivant à son domicile.

Depuis lors, au moins deux membres du *Rassemblement des républicains* (RDR), dont le porte-parole adjoint de ce parti, Aly Keita, ont été arrêtées apparemment par les membres des forces de l'ordre à leur domicile et leur lieu de détention ainsi que leur sort demeurent inconnus. Amnesty International craint que d'autres personnes n'aient été arrêtées par les forces de l'ordre et emmenées vers une destination inconnue.

De plus, Amnesty International s'inquiète des restrictions à la liberté d'expression imposées à certains médias nationaux et internationaux. L'émetteur qui diffusait à la fois Radio France Internationale (RFI), la British Broadcasting Corporation (BBC) et Africa No 1 a été coupé apparemment depuis une semaine et le bâtiment où se trouvait cet émetteur est gardé par des forces de l'ordre. De plus, plusieurs journalistes soupçonnés d'être proches de l'opposition auraient reçu des menaces de mort ce qui a provoqué la cessation de parution de plusieurs périodiques.

Par ailleurs, l'organisation s'inquiète de possibles dérives xénophobes véhiculées par certains médias et qui ont déjà abouti à la destruction des bidonvilles habités majoritairement par des étrangers et des Ivoiriens originaires du nord du pays. Un témoin contacté par Amnesty International a affirmé que certains membres des forces de l'ordre ont rançonné les personnes habitant ces demeures précaires. Avant d'être chassées de chez elles, ces personnes devaient payer 10.000 francs CFA (environ 15 euros) pour

CIV-OTP-0009-0263



pouvoir emporter leurs effets personnels.

« *Ces signes inquiétants confirment les craintes d'une résurgence des troubles inter-ethniques qui avaient de par le passé, plongé le pays en 2000, dans un cycle de violence sans précédent.* », affirme aujourd'hui l'organisation.

Amnesty International s'inquiète également de l'enlèvement par les mutins du ministre des Sports, François Amichia, capturé à Bouaké le jour du soulèvement et de l'envoyé spécial de l'Agence France Presse (AFP), Christophe Koffi, tous deux détenus durant plus d'une semaine.

« *Nous lançons un appel aux forces de l'ordre de l'armée ivoirienne et aux mutins pour qu'ils respectent les normes du droit humanitaire tel qu'il est notamment énoncé dans l'article 3 des Conventions de Genève. Cet article prévoit notamment que les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités y compris les membres des forces armées qui ont déposé les armes doivent être traités avec humanité.* », précise aujourd'hui Amnesty International.

Vous pouvez également contacter le service de presse d'Amnesty International, à Londres, UK, on +44 20 7413 5566. Amnesty International, 1 Easton St., WC1X 0DW. web: <http://www.amnesty.org>

For latest human rights news view <http://news.amnesty.org>

